

Article 7 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime et le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le Directeur des Pêches et le Directeur Régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 001055 du 24 septembre 2002 fixant les conditions d'attribution et d'exercice du mandat sanitaire.

ARTICLE PREMIER - Le présent arrêté fixe les conditions à remplir et à observer par un vétérinaire privé pour obtenir et exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux dans le cadre de campagnes annuelles de vaccination organisées par le département.

Article 2 - Aucune personne ne peut exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies animales si elle n'a reçu au préalable un mandat sanitaire.

Article 3 - Le vétérinaire fonctionnaire et le vétérinaire privé salarié ne peuvent être attributaires du mandat sanitaire.

Article 4 - L'auxiliaire d'élevage ne peut exécuter des opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux que sous la responsabilité et la supervision d'un vétérinaire privé mandaté.

Article 5 - Le mandat sanitaire est attribué par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement au vétérinaire installé en clientèle privée et travaillant exclusivement pour son compte.

L'obtention du mandat sanitaire est assujettie à la formulation d'une demande d'attribution adressée au Ministre du Développement Rural et de l'Environnement par le candidat, accompagnée d'un dossier comprenant :

- une autorisation d'exercice de la médecine vétérinaire à titre privé, établie au nom du candidat et délivrée par le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement;

- une copie du diplôme de docteur vétérinaire candidat;

- l'adresse professionnelle exacte du candidat.

Article 6 - Le mandat sanitaire n'est attribué que pour une période d'un an, renouvelable sans limitation.

Article 7 - Le ressort territorial du mandat sanitaire correspond habituellement à l'aire géographique d'une moughataa.

Exceptionnellement, il peut être étendu à deux moughataa, lesquelles, dans ce cas, devront être limitrophes.

Article 8 - Le vétérinaire mandaté sera lié au département par un contrat pour l'exercice du mandat sanitaire, comportant d'une part ses obligations et, d'autre part, les engagements de la direction de l'élevage et de l'agriculture.

Ce contrat devra recevoir le visa d'approbation du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

Article 9 - Le vétérinaire mandaté est tenu au respect de toutes les obligations auxquelles il aura souscrit, à travers le contrat pour l'exercice du mandat sanitaire. Les obligations que le vétérinaire mandaté est tenu de respecter comprennent l'observation des prescriptions techniques édictées par le département et ses représentants pour l'exécution des opérations de prophylaxie ainsi que les tarifs de rémunération et de cession des vaccins, fixes par le département.

Article 10 - Le contrôle et l'évaluation des activités du vétérinaire mandaté sont effectués par les structures déconcentrées du département chargé de l'élevage et le service de l'élevage de la Direction de l'Elevage et de l'Agriculture.

Pour les besoins de ce contrôle et de cette évaluation, des prélèvements de sang peuvent être effectués sur des troupeaux vaccinés par le vétérinaire mandaté, aux fins de détermination du statut immunitaire.

Article 11 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application

du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 001056 du 24 septembre 2002 portant création du réseau mauritanien d'épidémiosurveillance des maladies animales (REMEMA).

Article 1^{er} : - Il est créé, sur l'ensemble du territoire national , un réseau de surveillance des maladies du bétail et de la faune sauvage, dénommé Réseau Mauritanien d'Epidémiosurveillance des Maladies Animales (MEMEMA)

Article 2: Le REMEMA a pour objectifs :

- permettre la détection précoce des foyers de maladies surveillées par le réseau ;
- fournir aux décideurs de la santé animale et de l'élevage, et la cas échéant de la santé humaine, des informations précises sur les maladies surveillées par le réseau, en terme de répartition géographique , de prévalence et d'incidence;
- doter la Mauritanie de l'instrument de surveillance nécessaire au respect de ses engagements internationaux .

Article 3

Le REMEMA est composé de:

- un Comité de pilotage ;
- une Unité centrale ;
- un réseau d'acteurs de terrain.

Article 4

Le Comité de pilotage est composé de :

Président: le Conseiller technique de l'élevage auprès du Ministre

Vice - Président: le Directeur de l'Elevage et de l'Agriculture (DEA) ou son représentant ;

Membres: - le Directeur du Centre national d'élevage et de recherche vétérinaire (CNERV) ou son représentant ,

- le Directeur de l'Environnement et de l'Aménagement rural (DEAR) ou son représentant,
- les Délégués régionaux du Ministère du Développement rural et de l'Environnement (MDRE) ou leurs représentants ,
- trois représentants des organisations professionnelles de l'élevage,

- un représentant des vétérinaires libéraux .

- un représentant de l'Association des chasseurs de Mauritanie.

Le Président du Comité de pilotage invite au Comité toute personne ressource, en particulier les responsables des projets appuyant l'élevage .

Le Comité de pilotage a pour missions essentielles de :

- fixer les modalités de l'organisation structurelle et du fonctionnement du réseau ;
- fixer les objectifs sanitaires du réseau et du fonctionnement du réseau et s'assurer qu'ils sont bien atteints
- s'assurer que celui - ci dispose de moyens suffisants pour son fonctionnement et que ces moyens sont bien mis à disposition des acteurs de terrain dans chaque Délégation régionale .

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président .

Article 5

L'unité centrale est composée de:

Président: le Chef du service chargé de la santé animale à la DEA;

Membres: - un animateur du réseau le Chef de la Division Santé animale à la DEA;

- un gestionnaire des données , le Chef du Service épidémiologie du CNERV;

- un responsable des analyses de laboratoire, le Chef du Service de pathologie infectieuse du CNERV;

- le chargé de communication, nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- un secrétaire, nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- un responsable des Activités relatives à la faune sauvage nommé par note de service du Directeur de la DEA sur proposition du Président de l'unité centrale;

- les Chefs des projets d'appui à l'épidémiosurveillance animale l'unité centrale a pour mission de veiller au bon